

## L'Iran prévoit de lancer plusieurs satellites d'ici mars 2012

L'Iran prévoit de lancer plusieurs satellites d'ici mars 2012, a annoncé hier le président iranien, Mahmoud Ahmadinejad, lors d'une cérémonie retransmise par la télévision et durant laquelle plusieurs engins ont été présentés. «Je pense que la fin de cette année (l'année iranienne se termine le 20 mars) et l'année prochaine coïncideront avec des lancements multiples» de satellites, a déclaré le président. Il n'a donné aucune précision sur les satellites qui pourraient être lancés, ni à quelles dates.

La politique spatiale de l'Iran, qui a lancé son premier et jusqu'à présent seul satellite en février 2009 avec sa fusée Safir-2, inquiète les Occidentaux qui craignent que Téhéran n'utilise ses compétences à des fins militaires.

Malgré les démentis iraniens, les Occidentaux soupçonnent l'Iran de chercher à se doter de l'arme atomique et de missiles capables de délivrer des têtes nucléaires à longue distance.

Le président Ahmadinejad a répété hier que l'Iran voulait envoyer un homme dans l'espace dans 10 ans, un objectif évoqué pour la première fois en juillet. «L'objectif d'envoyer un homme dans l'espace en 2020 peut être atteint (...). Nous pouvons envoyer auparavant des robots ou d'autres choses. Tous les moyens du pays doivent être mobilisés» pour atteindre ces objectifs, a-t-il dit.

Pendant la cérémonie, M. Ahmadinejad a dévoilé une capsule spatiale destinée à être lancée par la future fusée Kavoshgar-4 iranienne, avec un singe attaché à l'intérieur, selon les images montrées à la télévision.

«L'envoi de cette capsule (en orbite) est la première étape menant à l'envoi d'un homme dans l'espace», a expliqué Hamid Fazeli, responsable de l'organisation spatiale iranienne, cité par l'agence officielle IRNA.

En février 2010, l'Iran avait envoyé pour la première fois des animaux dans l'espace — un rat, une tortue et des vers — avec une fusée Kavoshghar-3.

Chaque année durant la première décennie de février, l'anniversaire de la Révolution islamique qui a renversé le régime du Shah en 1979 est l'occasion pour Téhéran de mettre en valeur ses progrès scientifiques et techniques.

Outre la capsule spatiale et son singe, quatre nouveaux satellites ont été montrés durant la cérémonie d'hier, dont deux, Rassad et Fajr, pourraient être lancés avant le 20 mars, selon les indications fournies en décembre par le ministre de la Défense, Ahmad Vahidi.

Rassad (Observation) est un satellite d'observation construit par l'université Malek Ashtar de Téhéran, dépendant des Gardiens de la révolution.

Son lancement avait été annoncé pour août 2010 avant d'être reporté. Fajr (Aube) est un satellite de reconnaissance construit par la société Sa-Iran, dépendant du ministère de la Défense.

Le vice-ministre de la Défense et directeur de Sa-Iran, Ebrahim Mahmoudzadeh, a déclaré hier que Fajr «est prêt» et «sera lancé prochainement».

Ce satellite de 50 kg est alimenté par des panneaux solaires lui donnant une durée de vie de 18 mois, a-t-il précisé à Irna.

Deux autres petits satellites expérimentaux, Zafar (Victoire) et Amir-Kabir, construits par des universités de Téhéran, ont également été montrés par la télévision, qui n'a donné aucune indication sur leur fonction.

Lors de cette cérémonie, les autorités ont aussi montré les moteurs de la future fusée Safir B1 (Ambassadeur), prévue pour placer un satellite de 50 kg en orbite entre 300 et 450 km d'altitude.

## TUNISIE

# Le Kef, une ville au bord de la crise de nerfs

**La ville montagnaise du Kef, dans le nord-ouest de la Tunisie, n'est plus qu'une boule de nerfs. Ses habitants viennent de vivre un week-end de violences qui ont fait deux morts, sur fond de pillages et d'incendies.**

La ville montagnaise du Kef, dans le nord-ouest de la Tunisie, n'est plus qu'une boule de nerfs. Ses habitants viennent de vivre un week-end de violences qui ont fait deux morts, sur fond de pillages et d'incendies. Ils n'en peuvent plus d'avoir été contraints au silence pendant 23 ans sous Ben Ali. «Dites-leur ! Mais dites-leur ce qui se passe ! On a tellement besoin de parler», lance un vieil homme à un journaliste de l'AFP.

Autour, 200 à 300 personnes se sont agglutinées avec un seul et même message : «Qu'on nous entende !». La police a totalement disparu de la ville mais les militaires postés alentour, nerveux eux aussi, regardent d'un mauvais oeil cet attroupelement. La veille, à quelques rues de là, l'immeuble abritant le siège de la poli-

ce a totalement brûlé. Des carcasses de voitures calcinées gisent au pied du bâtiment, noirci jusqu'au toit.

«Il ne faut pas nous en vouloir après 23 ans de silence et de frustration», poursuit le vieil Abdallah, agrippé à sa pauvre carriole de fruits, comme s'il s'excusait.

Hier, écoles et commerces restaient fermés, mais le calme semblait revenu dans la ville qui a enterré, la veille, deux habitants abattus samedi par le chef de la police locale.

Tout avait commencé pacifiquement. Des centaines d'habitants réclamaient le départ du commissaire Khaled Ghazouani, accusé d'abus de pouvoir. Tout a basculé quand le gradé a giflé une manifestante, raconte Jalal, le frère de Fathi Laalaï, un coiffeur de 49 ans tué samedi.

Conspué par la foule, le commissaire a sorti son arme et tiré sur un jeune homme de 17 ans, Ahmed Khammassi, qui prenait des photos avec son téléphone portable. «Mon frère Fathi s'est précipité pour prendre le jeune dans ses bras», explique Jalal Laalaï. «Quand il a vu qu'il ne respirait plus, il est devenu fou de colère et s'est jeté sur le commissaire en l'insultant. Et le commissaire a tiré à nouveau».

La gifle de trop au Kef, comme à Sidi Bouzid, plus au sud, pour Mohamed Bouazizi dont le suicide par le feu, le 17 décembre, avait déclenché la révolte qui a chassé du pouvoir Zine El Abidine Ben Ali, le 14 janvier. Mais l'ex-président a laissé derrière lui sa police et son parti, le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD). «Au diable le RCD», crie une personne dans la foule. D'autres embrayent immédiatement. «Ils (le RCD) sont allés chercher des ivrognes dans certains quartiers de marginaux et ils les ont payés

pour s'attaquer aux biens des gens», assure Kaef, un enseignant du primaire. Tard dimanche soir, quelques commerces et maisons ont encore été attaqués. «Les milices du RCD !», accuse un habitant.

Ces deux jours de violence ont fait deux morts et une quarantaine de blessés, dont un homme gravement brûlé, dans l'incendie du siège de la police. Alors qu'à Tunis, le gouvernement a annoncé, dimanche soir, la «suspension» et, à terme, la dissolution du RCD, les gens du Kef n'en démordent pas et voient la main du parti-Etat derrière tous leurs malheurs.

«Même si on le dissout, ses affidés, ses milices sont toujours là», affirme l'enseignant. «Relayez-ça, s'il vous plaît. Je lance un appel au ministre de l'Intérieur, au ministre de la Défense: ramenez la sécurité !», dit à l'AFP Aida Ayari, une experte-comptable de 25 ans. «Il y a trop de chômage ici, trop de problèmes, mais, avant tout, on veut que toutes ces attaques s'arrêtent ; on veut une vie normale !»

## LÉGISLATIVES EN CENTRAFRIQUE

# L'opposition dénonce des «résultats tronqués»

**L'opposition centrafricaine, qui avait déjà rejeté les résultats de la présidentielle, a critiqué hier les résultats des législatives annoncés dans la nuit et donnant le parti du président sortant François Bozizé largement en tête, dénonçant une «mascarade».**

«Je ne me reconnais pas du tout dans ces résultats tronqués et grossièrement montés par le pouvoir pour réussir son hold-up électoral», a déclaré à l'AFP Emile Gros Raymond Nakombo, candidat du Rassemblement démocratique centrafricain (RDC), arrivé 4<sup>e</sup> à la présidentielle du 23 janvier avec 4,64% des suffrages.

«C'est regrettable pour notre pays qui a déjà fait des avancées significatives en matière de

démocratie mais qui est en train de donner le visage d'un pays où gagner les élections est synonyme de frauder», a-t-il ajouté.

M. Nakombo, ainsi que l'ancien président Ange-Félix Patassé, dans la même circonscription, ont été battus dès le premier tour par le puissant ministre des Mines, Sylvain Ndoutingai, neveu de François Bozizé.

Martin Ziguélé, candidat du Mouvement de libération du peuple centrafricain (MLPC), arrivé 3<sup>e</sup> à la présidentielle avec 6,46%, a parlé de «mascarade».

«J'ai dit et redit que ces élections constituent pour moi un non-événement. Je ne suis pas près de reconnaître les prétendus résultats de ce qui est bien une mascarade électorale», a affirmé M. Ziguélé. «Nous sommes en face d'une dictature

personnalisée et d'un pouvoir familial dont les visées sont une majorité absolue à l'Assemblée nationale, une révision à terme de la Constitution, le maintien au pouvoir de François Bozizé pour une succession dynastique», a-t-il poursuivi. «Nous avons pris la voie des recours, nous avons saisi la Cour constitutionnelle et nous pensons que la justice dira le droit pour que de telles pratiques cessent afin que s'exerce une démocratie véritable dans ce pays», a-t-il ajouté.

Le Knk (Kwa na Kwa, le travail rien que le travail), le parti de Bozizé, a vu 26 de ses candidats élus dès le premier tour et arrive en tête dans la plupart des 105 circonscriptions. Il semble bien parti pour remporter une majorité absolue à l'Assemblée nationale le 20 mars, lors du second tour.

## FRANCE

# Les magistrats, en colère contre Sarkozy, se mobilisent

**Des centaines de magistrats en France se sont rassemblés hier pour exprimer leur colère contre Nicolas Sarkozy et décider d'un report des audiences, dans un mouvement d'une ampleur inédite, point culminant d'années de tensions entre le président et le monde judiciaire.**

Des reports d'audience ont déjà été décidés depuis vendredi dans une quinzaine de tribunaux, avant une mobilisation nationale jeudi.

Cause de cette fronde inédite : des propos tenus jeudi par Nicolas Sarkozy, qui a accusé la justice de porter une part de responsabilité dans le meurtre atroce d'une jeune fille de 18 ans, Laetitia, pour lequel le suspect est un délinquant récidiviste. Nicolas Sarkozy a affirmé que des «dysfonctionnements graves» des services de police et de la justice avaient permis la remise en liberté sans suivi du suspect, Tony Meilhon, et promis des sanctions.

Les magistrats de Nantes (Ouest), juridiction où a eu lieu le meurtre, avaient immédiatement réagi en interrompant les audiences.

Seize juridictions ont emboîté le pas, l'Union syndicale des magistrats (USM, premier syndicat) appelant à

suspendre les audiences partout en France jusqu'à un mouvement national prévu jeudi. De son côté, le Syndicat de la magistrature (SM, gauche) a appelé à un arrêt de travail à partir de jeudi, démarche inédite dans la magistrature qui n'a pas le droit de grève.

Des assemblées générales ont eu hier dans une quarantaine de juridictions pour décider des actions à mener et l'activité a tourné au ralenti dans certains palais de justice. Une centaine d'assemblées générales sont prévues d'ici la fin de la semaine, signe d'une «mobilisation sans précédent», estime Virginie Valton, vice-présidente de l'USM.

Événement rarissime, même les éminents magistrats de la Cour de cassation, plus haute instance judiciaire du pays, songent à se joindre au mouvement de protestation. Même si le ministre de la Justice

Michel Mercier a tenté d'apaiser les choses en assurant que Nicolas Sarkozy n'avait pas mis en cause les magistrats «dans leur globalité», pour les juges, c'en est trop.

Car cette dernière attaque intervient à la suite de nombreuses autres critiques de Nicolas Sarkozy à l'égard des juges, régulièrement accusés de manquer de sévérité à l'occasion de faits divers retentissants.

Les magistrats dénoncent, quant à eux, le manque de moyens dont ils disposent — le budget français de la Justice est parmi les plus faibles en Europe (par habitant) —, de la diminution des effectifs, et des atteintes à leur indépendance.

Hier, le juge antiterroriste Marc Trévidic a estimé que Nicolas Sarkozy était un «multirécidiviste» dans ses attaques contre les magistrats et que sa politique en matière de justice n'était «que du pipeau».

Il a fustigé des «années de mépris envers la justice», considérée comme «un petit service public à la disposition du pouvoir exécutif et pas comme quelque chose de solide,

comme il faudrait avoir dans une vraie démocratie».

A l'automne, les magistrats avaient déjà ressenti comme une marque de défiance l'idée de Nicolas Sarkozy d'introduire des jurés populaires dans les tribunaux où sont traités la plupart des délits, et d'adjoindre des citoyens aux juges chargés de la détention provisoire des délinquants.

Une réforme judiciaire contestée avait déjà entraîné une journée de grève en 2007. Et un projet controversé de suppression du juge d'instruction en janvier 2009 avait mis le monde judiciaire en ébullition, avant d'être reporté sine die.

Les syndicats de magistrats ont reçu le soutien des avocats et de nombreuses personnalités de l'opposition. La majorité fait bloc derrière le président, estimant que les magistrats doivent «rendre des comptes».

Les policiers, également critiqués, sont divisés, mais deux importants syndicats ont dénoncé les propos de Nicolas Sarkozy, accusé d'avoir cédé à l'«émoi événementiel».